

Les 100 jours du PRRM



De l'austérité proclamée à l'épreuve du réel

Lorsque le Président de la Refondation de la République malgache a pris la parole pour la première fois, le mot était clair, presque solennel : **austérité**.

- Austérité budgétaire.
- Austérité de l'État.
- Austérité comme condition préalable à toute reconstruction nationale.

Le message était simple et, dans un pays marqué par l'épuisement économique et moral, il a trouvé un écho favorable, voire enthousiasmé. Après des années de promesses sans effets, l'idée d'un État qui se serre la ceinture pour redonner du souffle au pays apparaissait comme un signal de rupture.

Cent jours plus tard, le constat est plus nuancé. Non pas parce que rien n'a été fait, mais parce que la réalité de l'exercice du pouvoir a rapidement révélé un écart croissant entre l'intention proclamée et la mécanique institutionnelle enclenchée.

Refonder une Nation : l'ambition affichée

La refondation annoncée n'était pas seulement administrative. Elle se voulait morale, politique, presque civilisationnelle.

- Mettre fin à l'impunité.
- Rétablir l'autorité de l'État.
- Répondre aux urgences vitales.
- Stabiliser avant de transformer.

Dans les discours, la cohérence est restée remarquable. Le récit gouvernemental s'est structuré autour de quatre piliers constants :

- Responsabilité budgétaire,
- Justice active,
- Priorité aux services essentiels,
- Transition maîtrisée.
- Un récit discipliné, sans contradictions majeures, donnant le sentiment d'un État qui reprend la main sans chaos.

Mais très vite, ce récit a commencé à se substituer à la refondation elle-même. La transformation des règles du jeu a laissé place à une méthode de gouvernance centrée sur la stabilisation et la gestion de l'existant.

Les contraintes du réel : gouverner dans une architecture verrouillée

Les cent premiers jours ont mis en lumière un fait central : **le PRRM gouverne dans une architecture qui ne permet pas la refondation car il n'est pas un élu du peuple**.

La contrainte financière est la plus visible. Les marges de manœuvre budgétaires sont étroites. La masse salariale et les subventions énergétiques absorbent une part croissante des ressources publiques. Les recettes restent volatiles, dépendantes de quelques points névralgiques. Les partenaires extérieurs observent, attendent, conditionnent.

À cette contrainte s'ajoute le verrou constitutionnel. Les institutions sont inchangées. Le cadre juridique limite toute réforme profonde sans rupture politique explicite. La refondation reste donc discursive, faute d'instruments juridiques pour la rendre opérante.

La contrainte institutionnelle pèse tout autant. L'administration demeure largement la même. Les chaînes de décision, les routines, les équilibres internes n'ont pas été bouleversés. L'État agit avec les outils de l'ancien système, même lorsqu'il annonce vouloir l'améliorer.

Enfin, la contrainte politique est constante. La transition se déroule sous surveillance régionale et internationale. La stabilité est devenue une valeur en elle-même. Le risque du chaos, réel ou invoqué, sert de garde-fou à toute velléité de rupture.

Les actions au quotidien : une justice visible, une économie toujours verrouillée

Sur le plan judiciaire, le gouvernement peut légitimement mettre en avant des signaux d'action. Des arrestations ont eu lieu. Des dossiers de spoliation foncière ont avancé. Des coopérations internationales ont été annoncées, notamment autour du gel et de la restitution d'avoir illicites. Ces gestes existent. Ils sont visibles. Et, dans un pays longtemps marqué par l'impunité, ils comptent.

Mais comme le souligne le dernier article de Diapason¹, cette justice en mouvement pose désormais une question plus structurante que celle de sa simple existence : que choisit-elle de frapper en priorité ?

¹ <https://www.diapason.mg/une-justice-ciblee-une-economie-captee-une-richeesse-accaparee/>

Une justice qui montre les dents, mais ne s'attaque pas encore aux mécanismes

Le constat posé par Diapason est précis. L'effort judiciaire semble aujourd'hui concentré sur des dossiers à forte charge symbolique ou politique, où la chaîne de preuve est relativement directe.

Spoliations foncières, abus de pouvoir, répression de manifestations, détentions préventives de figures publiques.

Ces actions envoient un message clair : la justice peut frapper. Mais elles laissent en suspens un angle mort essentiel : les mécanismes économiques qui bloquent structurellement le pays, au premier rang desquels l'énergie.

Or, s'il existe un point de strangulation de l'économie malgache, un endroit où l'État dépense sans maîtriser, où les marges sont opaques, où les dépendances sont devenues systémiques, c'est bien l'électricité.

L'énergie comme cœur de la capture économique

La JIRAMA n'est pas seulement une entreprise publique déficitaire. Elle est un système qui conditionne la production, la compétitivité, l'emploi, l'accès à l'eau, la confiance des bailleurs, et in fine la stabilité politique.

Les chiffres rappelés par Diapason sont sans ambiguïté, implacables. Un coût de production du kilowattheure autour de 2 946 ariary, pour un tarif moyen facturé d'environ 372 ariary. Des pertes techniques et commerciales estimées entre 30 et 35 %. Un recours massif à des groupes électrogènes thermiques, environ 196 unités, pour un coût annuel de l'ordre de 116 millions d'euros.

Dans un tel système, la perte publique est mécanique. Mais la question centrale n'est pas seulement celle du déficit. Elle est celle-ci : **qui contrôle les maillons vitaux de cette chaîne.**

Une minorité économique devenue nœud du système

Diapason insiste sur un point clé, souvent mal formulé dans le débat public : **le problème n'est pas l'existence d'acteurs privés**, ni leur origine, mais la **concentration des positions de rente.**

Quand quelques groupes se retrouvent à la fois fournisseurs de carburant, opérateurs de production d'appoint, créanciers de l'État et partenaires indispensables à la continuité du service, ils cessent d'être de simples acteurs économiques. Ils deviennent des nœuds systémiques.

Dans un pays où l'électricité est rare, chère et instable, contrôler la chaîne énergie carburant revient à contrôler l'oxygène de l'économie.

Cette concentration explique un paradoxe social de plus en plus explosif : **alors que l'économie réelle stagne, voire recule, une minorité voit sa richesse progresser rapidement.** Non par création de valeur partagée, mais par captation de rentes, contrats asymétriques, paiements garantis, couverture en devises, et transfert du risque vers l'État.

L'impunité perçue comme produit du silence

Le sentiment d'impunité ne naît pas seulement de l'absence de condamnations. Il naît surtout du **silence sur les contrats**.

Quand les PPA², les coûts d'achat du carburant, les clauses d'indexation, les garanties souveraines, les bénéficiaires effectifs et les marges ne sont pas publiés, le débat quitte le terrain économique pour entrer dans celui du soupçon.

Plus le quotidien se dégrade (délestages, hausse des prix, perte de pouvoir d'achat), plus ce soupçon se cristallise sur une idée simple : une minorité semble hors d'atteinte, pendant que la Nation paie.

Ce ressentiment n'est pas seulement social. Il devient politique. Et il fragilise la transition elle-même.

Pourquoi cette hésitation de la justice ?

Diapason ne verse pas dans l'accusation facile. Il identifie trois raisons structurelles à cette prudence judiciaire.

D'abord, l'enquête économique est plus complexe. Auditer des contrats énergétiques suppose expertise technique, accès aux documents, benchmarks internationaux, et temps long.

Ensuite, le risque juridique et financier est élevé. Toucher à des contrats d'énergie expose l'État à des arbitrages, des pénalités, voire des ruptures d'approvisionnement. Un gouvernement fragile hésite à provoquer un black-out.

Enfin, la frontière entre politique publique et rente privée est devenue floue. L'urgence transforme le provisoire en permanent. Les contrats d'exception deviennent la norme.

Mais comprendre ces freins ne suffit plus. Car **ne pas agir entretient la perception d'une justice à deux vitesses**, et donc la dérive de la transition.

De la justice événementielle à la justice systémique

La thèse centrale de Diapason est claire. La justice ne peut pas se contenter de punir. Elle doit assainir.

Cela suppose de déplacer le centre de gravité de l'action judiciaire :

- Attaquer les mécanismes plutôt que les symptômes,
- Publier les contrats qui gouvernent l'économie,
- Enquêter sur les conflits d'intérêts et les patrimoines,
- Rendre visibles les règles du jeu économique.

² Power Purchase Agreement, en français contrat d'achat d'électricité

Sans cela, la transition risque de s'enfermer dans une contradiction dangereuse : afficher la lutte contre l'impunité tout en laissant intacte l'architecture qui produit la capture.

Et dans un pays où moins de 0,1 % de la population concentre une part décisive des leviers économiques, cette contradiction n'est pas soutenable longtemps.

L'austérité face aux nominations : une contradiction émergente

C'est ici que le décalage devient politiquement sensible. Alors que le discours d'austérité demeure, les Conseils des ministres ont acté, semaine après semaine, un nombre impressionnant de nominations aux hauts emplois de l'État.

Le débat n'est pas moral. Il est budgétaire et opérationnel.

Chaque nomination entraîne un coût complet. Indemnités, véhicules, carburant, missions, logements de fonction, frais de cabinet, équipes associées. Même sans hausse de salaire de base, l'addition est rapide.

Dans un contexte où la masse salariale est déjà sous tension, où les aides extérieures sont prudentes, la question devient inévitable : **ce rythme est-il soutenable dans le temps ?**

Vers une implosion silencieuse ?

Le risque n'est pas celui d'un effondrement brutal. Il est plus insidieux.

À mesure que les organigrammes s'épaississent, la responsabilité se dilue. L'exécution ralentit. Les arbitrages deviennent plus coûteux politiquement. Les dépenses incompressibles chassent l'investissement utile.

Dans le même temps, le nœud énergétique reste intact. La JIRAMA concentre toutes les contradictions du système. Dépendances contractuelles, déficit structurel, urgences thermiques, pressions sociales immédiates. Tant que cette équation n'est pas traitée en profondeur, toute tension financière devient un risque politique majeur.

L'implosion, dans cette lecture, serait une **asphyxie progressive** : incapacité à maintenir simultanément la paye publique, l'électricité, l'eau et la sécurité.



Fastes ministérielles Vs le quotidien des malgaches (délestages)

Un remaniement comme ajustement inévitable ?

Rien ne permet d'affirmer qu'un remaniement est imminent. Mais la logique budgétaire et politique rend un ajustement probable à moyen terme.

Deux options se dessinent.

Un remaniement visible, symbolique, avec réduction de portefeuilles et fusion de structures. Ou un remaniement silencieux, plus crédible, fondé sur le gel du non essentiel, la réduction des doublons, la transparence sur les coûts de fonctionnement, et la publication de plafonds stricts.

La seconde option serait plus cohérente avec le discours d'austérité. Elle exigerait cependant une transparence que l'État malgache n'a que rarement pratiquée.

La dérive d'une Nation : la leçon des transitions africaines

Madagascar n'est pas un cas isolé. Depuis 2020, de nombreuses transitions africaines suivent une séquence similaire :

- Promesse de rupture.
- Stabilisation rapide.
- Normalisation progressive.
- Report de la refondation.

Dans plusieurs pays, le provisoire est devenu un système. Le calendrier a glissé. Les règles ont été ajustées. La transition a servi de rampe de lancement plutôt que de pont démocratique.

Le risque pour Madagascar est clair. Sans verrous opposables, la transition peut s'installer dans ce que Diapason appelle une normalisation sans réforme. Gouverner sans redistribuer le pouvoir. Corriger à la marge sans transformer l'architecture.

Peut-on encore rectifier la trajectoire ?

Oui. Mais le temps politique se réduit.

L'expérience africaine montre que les sorties réussies reposent sur quelques mécanismes simples mais exigeants :

- Des règles datées et opposables.
- Des garde-fous personnels clairs, notamment sur l'éligibilité.
- Des arbitrages crédibles.
- Une transparence active.
- Des résultats concrets et mesurables.

Redonner le pouvoir au peuple ne passe pas uniquement par des élections. Il doit passer par la capacité du citoyen à contrôler, comprendre et sanctionner l'action publique.

À ce stade, la question centrale n'est plus de savoir si le PRRM peut gouverner. Il a montré qu'il sait le faire... La question est désormais plus fondamentale : **le système actuel permet-il encore une refondation démocratique**, ou organise-t-il sa propre reproduction ?



Les cent prochains jours diront si l'austérité proclamée devient une discipline réelle, ou si elle restera un discours face à un État qui, sous son propre poids, risque de perdre l'essentiel : la confiance du peuple. En un mot : se faire HARA-KIRI.

Rédaction - Diapason